



PARACHÈVEMENT DU PROCESSUS ÉLECTORAL

La responsabilité politique des élus du peuple engagée

Les députés et sénateurs renouent vendredi avec l'hémicycle dans le cadre de la session de septembre essentiellement budgétaire. Une rentrée parlementaire qui se négocie sur un fond essentiellement politique avec, à la clé, l'impérieuse nécessité de parachever le processus électoral en complétant notamment le cadre légal censé donner plus d'assurances à l'organisation des élections. Il s'agit notamment d'adopter la loi électorale et la loi organique portant fonctionnement du Conseil nationale de suivi de l'accord du 31 décembre. De l'examen de ces deux projets de loi dépendra la suite du processus électoral engageant, par le fait même, la responsabilité des élus du peuple.

Page 3



Quelques députés en plénière au Palais du peuple

RDC

La visite du pape François conditionnée par la tenue des élections



Le représentant du saint père en République démocratique du Congo (RDC), Mgr Luis Mariano Montemayor, a confié à la presse que le pape François, qui comptait effectuer une visite en RDC, ne s'y rendra pas avant l'organisation des élections. Cette condition a été posée par le nonce apostolique à la fin de sa visite pastorale et de solidarité de cinq jours effectuée à Kananga, au Kasai central, avec l'archevêque de Kisanga

et président de la Céncoc, Mgr Marcel Utambi.

« Le Saint-Siège a dit clairement aux autorités congolaises qu'il est en faveur des élections qui sont établies par la Constitution congolaise », a-t-il déclaré tout en nuancant que « ce n'est pas qu'il conditionne » parce que pour venir, il faut une invitation. Et d'ajouter qu'il faut une concertation pour préparer cette venue.

Page 2

ENJEUX DE L'HEURE

Les germes d'un troisième dialogue

La non-organisation des scrutins dans les délais impartis par l'accord global du 31 décembre 2016 relevant désormais d'une évidence au regard notamment des contraintes légales, financières et techniques en présence, d'aucuns estiment qu'il faille concevoir un nouveau schéma susceptible de favoriser un atterrissage en douceur du processus électoral.

Ce qui passerait par un dialogue qui mettrait en

face, d'une part, la majorité présidentielle et, de l'autre, le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement porté par le tandem Pierre Lumbi-Félix Tshisekedi et la société civile. Le projet, dit-on, serait porté par la France qui entend le proposer à l'Assemblée générale de l'ONU ouverte depuis mardi à New York.

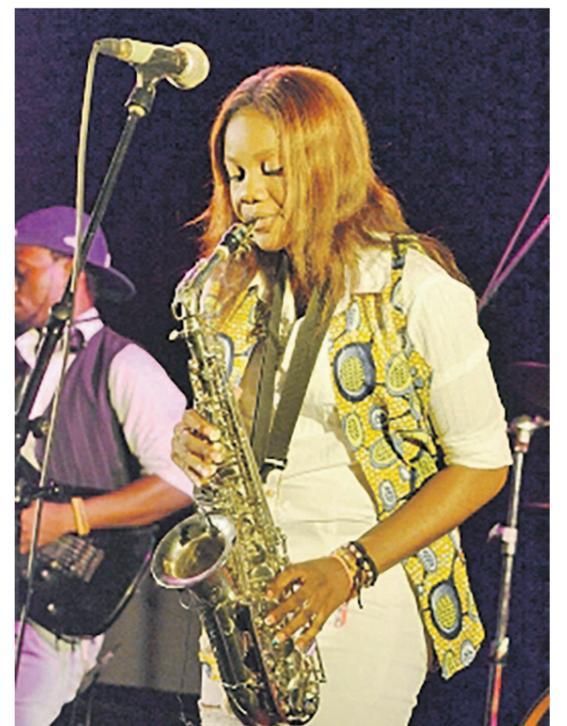
Page 4

MUSIQUE

Gémima Band à l'affiche vendredi à Wallonie-Bruxelles

En avant-goût du concert qu'elle va livrer avec sa formation, Gémima a interprété un extrait de My heart will go on, la fameuse bande son du film Titanic. Le tube légendaire chanté par Celine Dion il y a maintenant vingt ans rendu avec brio par la jeune saxophoniste lui a valu des applaudissements frénétiques de la part du public assistant à la présentation du nouvel agenda du Centre Wallonie-Bruxelles, le 7 septembre.

Le groupe musical va animer la première soirée musicale de la rentrée du centre culturel belge le 15 septembre avec, à l'affiche, cette jeune saxophoniste diplômée de l'Institut national des arts.



Gemima en plein concert

Page 4

RDC

La visite du pape François conditionnée par la tenue des élections

La condition a été posée par le nonce apostolique, Mgr Luis Mariano Montemayor, à la fin de sa visite pastorale et de solidarité de cinq jours effectuée à Kananga dans le Kasai central avec l'archevêque de Kisanga et président de la Cécoco, Mgr Marcel Utambi.

Le représentant du saint père en RDC, Mgr Luis Mariano Montemayor, a confié à radiookapi.net que le pape François, qui comptait effectuer une visite en RDC, ne s'y rendra pas avant l'organisation des élections.

Voulant savoir le pourquoi de l'annulation de cette visite du souverain pontife au Congo, alors que cela avait déjà été annoncé, la radio onusienne a appris du Nonce apostolique que « le Saint Siège a dit clairement aux autorités congolaises qu'il est en faveur des élections qui sont établies par la Constitution [de la RDC]. Évidemment, je l'ai déjà dit en public de façon élégante. Et le gouvernement connaît parfaitement notre position. Ce n'est pas qu'il conditionne parce que pour venir, il faut une invitation. Pour venir, il faut une concertation pour préparer la venue », a souligné Mgr Luis Mariano Montemayor.

Notant que la question de la venue du pape François en RDC avait été abordée avec le président Joseph Kabila, en 2015, lors de la présentation de sa lettre de créance au président congolais, le nonce apostolique a affirmé l'avoir prévenu des conditions qui prévalaient à ce déplacement du saint père pour le Congo-Kinshasa.

« Le gouvernement nous avait dit qu'il serait content de la venue du saint père. C'était l'une des premières choses que le président Kabila m'a dites quand je lui ai présenté ma lettre de créance. Avec une boutade, j'ai répondu : quand vous allez finir le dialogue congolais. C'est toujours clair pour nous. Et ce n'est un mystère pour aucune instance du gou-

vernement », a expliqué Mgr Luis Mariano Montemayor. Pour le nonce apostolique, en effet, la tenue des élections serait une assurance pour la paix, en mettant en place les conditions pour cette dernière. Avant cela, a-t-il souligné, il y a risque de manipulation et d'exploitation de la visite du saint père. « Soit pour dire qu'il appuie la continuation du gouvernement illégitime,

soit pour ceux qui espèrent expulser le régime en fonction des mouvements populaires », a expliqué le représentant du souverain pontife. La RDC connaît une crise politique à la suite de la non-tenue des élections, qui devaient avoir lieu en décembre 2016. Le pouvoir et l'opposition ont signé un accord le 31 décembre 2016

que j'ai eues ont été très utiles. Par exemple, j'ai constaté que l'aide humanitaire n'est pas encore arrivée dans la région de Luiza et un peu plus au sud. Ça, c'est grave! », a soutenu Mgr Luis Mariano Montemayor. Rappelant l'intervention de l'Église catholique dans la réponse humanitaire dans la région, le nonce apostolique a relevé

Pour Mgr Luis Mariano Montemayor, le pape François est, par ailleurs, attristé par « une certaine distance que l'on perçoit entre la classe politique et son peuple ». « Pour une chose concrète, pourquoi le pape a parlé plus que la classe dirigeante kasaienne sur le problème du Kasai ? Pourquoi le pape doit appeler à sauver les enfants,



Joseph Kabila et le pape François /photo RFI

alors que je n'ai pas senti la classe dirigeante kasaienne de n'importe quel parti s'engager dans un cri qui pouvait mobiliser la solidarité du Congolais qui s'est mobilisé pour les autres crises du pays? Ça nous étonne. Et nous exhortons à changer d'attitude, la classe dirigeante kasaienne et même le gouvernement à changer d'attitude ! », a dit le représentant du Saint-Siège en RDC.

« Je pense que les rencontres pour cogérer le pays jusqu'à la tenue des élections, prévues avant la fin de cette année.

L'intervention du souverain pontife dans le Kasai

Cette visite dans le Kasai a permis au nonce apostolique et à toute la délégation de l'Église catholique de constater l'état de la situation et les besoins plus urgents. « Je pense que les rencontres

que les cinq centres de nutrition visités au cours de cette visite sont financés directement par le saint père depuis trois mois. « Le saint père m'a promis de convoquer le secrétariat chargé des urgences humanitaires et Caritas international afin qu'ils élaborent un plan d'assistance humanitaire et de développement spécial pour le Kasai. Il y aura un appel particulier », a-t-il rassuré.

« Je pense que les rencontres pour cogérer le pays jusqu'à la tenue des élections, prévues avant la fin de cette année.

Lucien Dianzenza

ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Culture : Nioni MAssela
Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole
Comptabilité et administration : Lino-Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC

Tél. (+243) 015 166 200

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Campoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula,

Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service) Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs :

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie :

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordnatrice, Relations publiques :

Adrienne Londole

Assistante commerciale : Hortensia

Olaborué

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelélé Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial

Mombongo

Chef de service préresse : Eudes Banzouzi

Gestion des stocks : Elvy Bombete

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet

Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphanie Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.

Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepechesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /

Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

RD CONGO

L'ambassadeur du Vatican au chevet du Kasai

Le nonce apostolique en République démocratique du Congo, Luis Mariano Montemayor, s'est rendu lundi et mardi au chevet des déplacés du Kasai (centre) en proie depuis un an à des violences qui retardent d'après les autorités le processus électoral, a constaté un correspondant de l'AFP.

«Ne rendez pas le mal par le mal», a déclaré le représentant du pape lors d'une messe à Luiza (Kasai central) où les violences ont aussi touché des lieux de culte. «Je demande à tous les hommes de bonne volonté de mobiliser les moyens pour une assistance humanitaire urgente», a ajouté le nonce apostolique en rendant visite à des déplacés, avant de rencontrer mardi plusieurs ONG pour évaluer la situation humanitaire et des droits de l'homme.

Les violences au Kasai, qui impliquent miliciens, soldats et policiers, ont causé



L'ambassadeur du Vatican en RDC, le nonce apostolique Mgr Luis Mariano Montemayor

la mort de plus de 3.000 personnes, d'après des chiffres rassemblés par l'Eglise ca-

tholique. Environ 1,4 million de personnes ont fui leurs foyers, selon l'ONU.

Ces violences ont éclaté en septembre 2016, un mois après la mort d'un chef tradi-

tionnel, Kamuina Nsapu, tué lors d'une opération militaire après s'être révolté contre le pouvoir de Kinshasa.

La commission électorale affirme qu'elle doit boucler dans le Kasai le recensement des électeurs avant de pouvoir publier un calendrier électoral réclamé par l'opposition. La commission affirme avoir déjà «enrôlé» 40,69 millions d'électeurs ailleurs dans le pays. La situation dans le Kasai s'inscrit dans un contexte de crise politique en RDC, où le président Joseph Kabila se maintient au pouvoir alors que son deuxième mandat de cinq ans a pris fin le 20 décembre 2016. La Constitution lui interdit de se représenter. Très influente en RDC, l'Eglise catholique s'est impliquée en parrainant le 31 décembre 2016 un accord pouvoir/opposition qui prévoit des élections avant la fin de l'année 2017.

AFP

PARACHÈVEMENT DU PROCESSUS ÉLECTORAL

La responsabilité politique des représentants du peuple engagée

C'est depuis mars dernier que la centrale électorale attend des députés et sénateurs le complément du cadre légal organisant le processus électoral, à savoir l'adoption de la loi électorale et la loi organique portant fonctionnement du CNSA.

Les députés et sénateurs vont renouer vendredi avec l'hémicycle du Palais du peuple dans le cadre de la session ordinaire de septembre. Une rentrée parlementaire qui se négocie sur un fond essentiellement politique avec, en toile de fond, l'impérieuse nécessité de parachever le processus électoral en complétant notamment le cadre légal censé donner plus d'assurances à l'organisation des élections. Une chose est vraie, c'est qu'au cours de cette session essentiellement budgétaire, outre la loi des finances 2018 ainsi que les arriérés législatifs à apurer, l'accent devra dorénavant être mis sur le cadre légal des élections à compléter de toute urgence, à savoir l'examen de la loi organique portant fonctionnement du Conseil national de suivi de l'accord du 31 décembre 2016 ainsi que celui de la loi électorale. Ce qui éviterait à la chambre basse d'avoir trop de matières à traiter lors de cette session ordinaire de septembre. Talonné par le temps, l'institution parlementaire a intérêt à parer au plus pressé en allant droit à l'essentiel pour donner la chance

au pays d'organiser les élections suivant le chronogramme électoral toujours en attente de publication.

Concernant justement la loi électorale, deux ajustements sont attendus au cours de cette session parlementaire, car de l'avis des experts de la Céni, le texte devenu anachronique mérite une retouche afin de permettre au législateur d'introduire des avancées. Cinq articles en rapport notamment avec la répartition des sièges, qui lient directement celle-ci à la densité de la population, c'est-à-dire implicitement aux résultats du recensement de la population (une opération qui n'a pas encore eu lieu), seront au menu des discussions. Dans quelle direction vont aller les députés ? À l'opposition, on est d'avis qu'il s'agit là d'une astuce visant à favoriser les candidats de la majorité présidentielle étant entendu qu'en dehors de la densité de la population, aucun autre critère objectif ne peut constituer une base de données pour la répartition des sièges.

L'autre ajustement attendu des députés concerne le mode de scrutin. La majorité présidentielle qui a déjà opté pour le vote semi-électronique tentera de peser de tout son poids pour faire passer cet amendement proposé par la Céni. Cette dernière avait même présenté les avantages liés à ce mode de scrutin dont la réduction du coût financier des élections

permettant au pays d'économiser près de 400 millions de dollars. Le chef de l'État, Joseph Kabila, de surcroît autorité morale de la majorité présidentielle avait même déjà donné son quitus à ce mode de scrutin en exhortant les uns et les autres, lors de la dernière réunion inter institutionnelle, à adhérer aux propositions faites par l'institution électorale qui, par le fait même, balise la voie à la tripartite CNSA-gouvernement-Céni censée pousser plus loin la réflexion au sujet du vote électronique.

La loi électorale ainsi que la loi organique portant organisation et fonctionnement du CNSA tiendront sans doute la vedette au cours de cette session parlementaire de septembre au risque de faire ombrage à l'examen du budget 2018. Si ces deux questions ne sont pas bien abordées et négociées, il y a fort à parier que cela va impacter dangereusement sur la suite du processus électoral et compromettre la tenue des élections dans un avenir proche. La responsabilité des élus du peuple est donc engagée. Entre-temps, du côté du Rassemblement de l'opposition, on n'attend rien de cette rentrée parlementaire parce que, dit-on, le Parlement autant que les autres institutions du pays est en dépassement de son mandat légal et tout ce qui en sortirait sera de droit illégitime. Dossier à suivre.

Alain Diasso

La société civile propose un calendrier

La société civile congolaise a proposé lundi à Kinshasa son propre calendrier électoral, invitant les autorités à présenter leur calendrier officiel afin de sortir la République démocratique du Congo de la crise née du maintien au pouvoir du président Joseph Kabila.

Selon ce chronogramme fictif présenté lors d'une conférence de presse, l'élection présidentielle aurait lieu le 31 décembre avec convocation du corps électoral au 1er octobre 2017 et une campagne électorale du 1^{er} au 30 décembre. La société civile invite la Commission électorale (Céni) à «lever les incertitudes ambiantes sur la tenue des élections devant mettre fin à la crise de légitimité institutionnelle que connaît le pays depuis fin 2016», a déclaré Abraham Djamba, coordonnateur d'une plate-forme qui regroupe plusieurs organisations congolaises de défense des droits de l'homme (Acidh), des justiciables (RRSSJ) et des électeurs (Ligue des électeurs). Pour la société civile, cette proposition du calendrier tient compte des délais convenus dans un accord pouvoir-opposition prévoyant la présidentielle fin 2017. Dans un rapport pu-

blié au mois d'août, ce même regroupement de la société civile avait déploré l'application «calamiteuse» de cet accord et estimé que le président Joseph Kabila cherchait «non pas à préparer son départ mais à renforcer son pouvoir». Le rapport avait alors recommandé à la commission électorale «de publier, toutes affaires cessantes, un calendrier électoral».

Les autorités congolaises ont récemment promis de publier «incessamment» un calendrier électoral «réaliste» après avoir recensé plus de 40 millions d'électeurs soit 98,9% du corps électoral. Le recensement n'a cependant pas encore commencé dans la région troublée du Kasai. Lundi, une représentante de la Céni présente à la cérémonie a estimé que la publication du calendrier était liée à plusieurs préalables, notamment le vote de certaines lois au Parlement. La RDC traverse une crise politique liée au maintien au pouvoir de M. Kabila dont le deuxième mandat a pris fin le 20 décembre 2016. La Constitution lui interdit de se représenter. Pour le député de l'opposition Martin Fayulu, «le 31 décembre, la solution est là : Kabila doit partir».

AFP

ENJEUX DE L'HEURE

Les germes d'un troisième dialogue

Le projet de nouveaux conciliabules politiques pour sortir la RDC de la crise actuelle serait porté par la France qui entend, selon des sources, le proposer à l'Assemblée générale de l'ONU qui s'est ouverte mardi à New York.

Un troisième dialogue politique est-il encore possible ? En tout cas, une certaine opinion dans la classe politique congolaise continue d'y croire. En effet, fait-on savoir, face à l'impasse qui pointe à l'horizon étant entendu que tous les ingrédients sont presque réunis pour qu'il n'y ait pas élections en décembre 2017, l'alternative crédible consistera à mettre les acteurs politiques et de la société civile autour d'une table pour redéfinir les conditions d'une transition apaisée censée déboucher sur la tenue des élections. La non-organisation des scrutins dans les délais impartis par l'accord global du 31 décembre 2016 relevant désormais d'une évidence au regard notamment des contraintes légales, financières et techniques en présence, d'aucuns estiment qu'il faille concevoir un schéma susceptible de favoriser un atterrissage en douceur du processus électoral. Ce

qui passerait inévitablement par un dialogue qui mettrait en face, d'une part, la majorité présidentielle et, de l'autre, le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement porté par le tandem Pierre Lumbi-Félix Tshisekedi et la société civile.

Il serait vraisemblablement question de vider la crise sociopolitique et économique qui frappe toute l'étendue du territoire national comme l'a suggéré récemment Willy Mishiki, président de l'Union nationale des nationalistes (Unana). Le projet serait, par ailleurs, porté par la France qui entend le proposer à l'Assemblée générale de l'ONU qui s'est ouverte mardi à New York, à en croire certaines sources. La France accentuerait d'ores et déjà son lobbying pour obtenir le soutien du Conseil de sécurité à ce nouveau schéma qu'elle pense mettre en œuvre et auquel Joseph Kabila ne serait pas du tout opposé. Mais le hic dans cette affaire tient au fait que la France à l'instar d'autres États européens militent pour l'organisation des élections dans les délais convenus dans l'Accord du 31 décembre 2016, ce qui n'est pas du goût de la

coalition au pouvoir, ni de la Céni qui a déjà planté le décor du report des scrutins. En outre, fait-on savoir dans les milieux proches de la majorité présidentielle, ledit accord n'aurait plus droit de cité après le 31 décembre, ce qui nécessitera forcément une nouvelle feuille de route assortie de nouvelles échéances.

Bien plus, dans l'hypothèse d'une transition politique, le sort de l'actuel président passerait sans doute pour le nœud gordien dans cette quête d'apaisement à laquelle va s'employer l'ONU au regard surtout de l'arrêt de la Cour constitutionnelle duquel Joseph Kabila tire sa légitimité actuelle. Il appartiendra donc au Conseil de sécurité lors de sa réunion du 18 septembre sur la RDC, de proposer une recette idoine susceptible de contribuer à un réel apaisement sociopolitique au pays sur fond d'inclusivité tant recherchée. Tout une gageure lorsqu'on s'en tient à la position radicale du Rassop/Limete qui dit non à toute nouvelle négociation politique ne jurant que par le départ de Joseph Kabila, sans autre forme de procès. Dossier à suivre.

Alain Diasso

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

L'intégration de la dimension genre, une nécessité

Les études sur les indices de la pauvreté révèlent que les femmes, surtout celles vivant dans les milieux ruraux, sont confrontées à la pauvreté. Pour lutter contre ce fléau, l'autonomisation de la femme appuyée par la dimension genre s'impose.

La nouvelle stratégie dans la lutte contre la pauvreté fait l'objet, depuis bientôt une année, du combat mené par la conseillère en genre et inclusion sociale de Cuso international, Malika Ngoy Kabamba. Son champ d'action demeure les femmes du milieu rural. C'est dans ce cadre qu'elle a pu former deux cent quatre-vingt-quatre personnes dont 90% des femmes sur l'autonomisation. Ces femmes et hommes des communes de la N'sele et Maluku sont regroupés au sein du collectif des ONG du secteur de l'agriculture, de l'éducation et de la santé. Les bénéficiaires de cette formation ont appris comment faire des tissages, fabriquer des produits et des objets à vendre pour sortir de la pauvreté. Cette expérience dans la lutte contre la pauvreté a été par l'experte en genre au cours d'un échange avec les journalistes membres du Réseau des journalistes amis de l'enfant (RJAE).

De cette formation organisée à l'intention des femmes de la N'sele et de Maluku, Malika Ngoy

s'est dite satisfaite des résultats obtenus, parce que ces personnes formées sont aujourd'hui à mesure de mener seules les activités génératrices de revenu, laisse-t-elle entendre. En sus de cela, Malika Ngoy souligne que cette formation a permis aux participants de comprendre qu'ils ont aussi le droit et ne doivent pas être exposés à toutes sortes de sollicitation.

Parlant de son mandat, l'experte en genre a expliqué : « *Le but de mon mandat était de renforcer les capacités de ces personnes sur le genre* ». Tout en faisant remarquer que le concept genre ne s'applique pas seulement aux femmes mais aussi aux hommes, Malika Ngoy souhaite voir les femmes « *se tenir debout, briser le silence et occuper aussi les postes de responsabilité* ». Mais tout cela, fait elle remarquer, ne sera possible que si l'éducation de la jeune fille est bien assurée. D'où son vœu de voir la jeune fille aller à l'école et se considérer égale au garçon pour qu'il n'y ait pas discrimination. Au terme de cet échange, la coordonnatrice du RJAE, Bibiche Mwika, s'est dite satisfaite et a félicité l'oratrice pour son expérience combien louable. Bibiche Mwika a toutefois souhaité signer un partenariat avec Cuso international dans le but d'améliorer les conditions des femmes et des enfants.

Aline Nzuzi

MUSIQUE

Gémima Band à l'affiche vendredi à Wallonie-Bruxelles

Le groupe musical qui a pour leader une jeune saxophoniste diplômée de l'Institut national des arts (INA) va animer la première soirée musicale de la rentrée du centre culturel belge le 15 septembre à 19 heures.

En avant-goût du concert qu'elle va livrer avec sa formation, Gémima a interprété un extrait de My heart will go on, la fameuse bande son du film Titanic. Le tube légendaire chanté par Celine Dion il y a maintenant vingt rendu avec brio par la jeune saxophoniste lui a valu des applaudissements frénétiques de la part du public assistant à la présentation du nouvel agenda du Centre Wallonie-Bruxelles (CWB), le 7 septembre.

Après cette prestation assez remarquable, nombre des habitués du centre culturel belge, parmi lesquels une bonne frange de journalistes invités à sa conférence de presse étaient désormais tenus en haleine une semaine avant le concert. Du reste, les



éloges que le directeur adjoint du CWB et conseiller culturel de la délégation, Brain Tshibanda, a rendu à Gémima ont conforté plusieurs dans l'idée d'y assister.

Et la brochure reprenant l'ensemble de la programmation distribuée depuis la semaine dernière devrait convaincre encore plus de mélomanes sur l'intérêt à y prendre part.

Un petit aperçu du commentaire repris à la quatrième page du dernier agenda du centre culturel belge révèle que la saxophoniste « *navigue aisément entre la rumba congolaise, le jazz, la salsa et le slow* ». Des propos qu'affirmeront sans conteste ceux qui l'ont entendue jouer en mars dernier. En effet, il convient de rappeler ici qu'elle avait livré un premier concert le dixième jour du mois de la femme. Les mélomanes présents à ce show en ont gardé un sacré souvenir. La prestation précédente du Gemima Band avait été au goût de plusieurs. C'est dire que les interprétations de classiques congolais et internationaux

auxquelles la formation musicale s'était livrée, sans oublier les compositions personnelles de son leader, avaient plu.

Si l'on est tout de suite frappé par le talent des jeunes du Gemima Band, l'on apprécie encore plus la hardiesse de Gémima.

En effet, comme l'a souligné Brain Tshibanda, non sans une visible admiration « *à peine ses études achevées à l'INA, elle se saisit de son saxophone et se lance dans la carrière professionnelle* ». Elle a donc mis sur pied ce groupe à qui elle a donné son nom en guise de signature ou mieux, pour marquer de ses jeunes empreintes la scène musicale. Ce, surtout qu'elle joue d'un instrument encore rare dans les mains d'artistes féminins congolais. Gémima s'est bien jetée à l'eau sans hésiter. Et qu'à ses débuts, l'on dise déjà d'elle qu'elle « *navigue aisément* » est bien la preuve que Corneille n'avait pas tort affirmant qu'aux âmes bien nées la valeur n'attend point le nombre des années.

Nioni Masela

DIPLOMATIE

Emmanuel Macron expose sa nouvelle vision pour la politique étrangère

Participant pour la première fois à la semaine des ambassadeurs, le président français Emmanuel Macron a exposé la nouvelle doctrine de la France sur les questions de politique étrangère. Il a révélé la manière dont il entend utiliser la diplomatie au service de l'influence de la France.

Emmanuel Macron a constaté que la France n'a pas été capable de s'adapter aux changements du monde depuis 1989. Pour sa nouvelle influence, il appelle à se saisir des leviers disponibles.

Sur la question migratoire, par exemple, il est favorable à la coopération européenne pour fixer le seuil d'hospitalité, et la réforme du droit d'asile pour arrimer la capacité d'accueil de la France au sein de l'espace Schengen. Pour le chef de l'Etat français, le respect de la personne humaine, la tolérance religieuse et la liberté devraient faire partie de la convention de sauve-

garde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

La France devrait également utiliser l'outil européen pour « adapter au monde multipolaire et instable ». Elle devrait aussi jouer le rôle de « contre-poids afin de maintenir les liens avec les grandes puissances dont les intérêts stratégiques divergent », notamment les Etats-Unis, la Russie et la Chine.

Sur l'Afrique, le président Macron a rappelé l'initiative de la Celle Saint Cloud en vue d'un rapprochement entre le Premier ministre libyen, Fayez Sarraj, et le chef de l'armée nationale libyenne, Kalifa Haf-

tar. Lors du sommet de la Celle Saint Cloud, il avait assuré les deux hommes forts du pays du soutien de l'Union européenne (UE).

Aussi a-t-il évoqué la Déclaration commune, tel qu'il a fait adopter récemment par des partenaires d'Afrique et d'Europe instituant des bureaux d'immigration européens sur le continent africain. Il s'agit de trier au départ les migrants qui seront acceptés par l'UE. Pour lui, « les routes de la nécessité doivent devenir des chemins de la liberté ». L'Afrique étant une nécessité et l'Europe la liberté ! Pour le chef de l'Etat, « rétablir la sécurité » en Afrique passe par la « défense, le développement et la diplomatie ». Il retient quatre fonctions essentielles :

1- la défense des biens com-



Emmanuel Macron (DR)

muns; il ne néglige pas l'atout que représente la francophonie en matière d'influence par exemple;

2- la paix, qui fait désormais partie de la diplomatie économique. Pour cela il faut « donner un nouveau souffle à l'Otan » à travers l'Europe de la défense; 3- la justice et les libertés. Le respect de la personne humaine, la tolérance religieuse et la liberté d'expression assurent la « place des femmes, les libertés de la presse, le respect des

droits civils et politiques »; 4- la culture.

La conférence des ambassadeurs est déterminante pour exposer la conduite de la politique étrangère annuelle de la France. Le président expose sa vision du monde et donne ses instructions au corps diplomatique français pour l'année à venir. Pour Emmanuel Macron, l'exercice avait une portée plus importante, car il s'agit de sa première occurrence.

Noël Ndong

EDUCATION

Des milliers d'enfants réfugiés privés d'école, selon le HCR

Dans un rapport publié mardi, le HCR, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés a souligné que plus de 3,5 millions d'enfants réfugiés, âgés entre 5 et 17 ans, n'ont pu aller à l'école l'an dernier.

D'après ce rapport, ce sont quelque 1,5 million d'enfants réfugiés qui n'ont pu se rendre à l'école primaire et 2 millions d'adolescents réfugiés qui ne sont pas à l'école secondaire. « Sur les 17,2 millions de réfugiés qui relèvent de la compétence du HCR, la moitié sont des enfants », a déclaré Filippo Grandi, le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés dans un communiqué de presse. Et d'ajouter, « l'éducation de ces jeunes est d'une importance cruciale pour le développement pacifique et durable des pays d'accueil et pour leurs pays d'origine, quand ils pourront y retourner. Mais par rapport aux autres enfants et adolescents du monde, l'écart en termes d'opportunités se creuse sans cesse davantage pour les réfugiés ».

Intitulé, « laissés-pour-compte : la crise de l'éducation des réfugiés », le rapport compare les sources et statistiques du HCR en matière d'éducation pour les réfugiés aux données de l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) sur l'état de la scolarisation dans le monde. Si 91% d'enfants vont à l'école pri-

maire dans le monde, le chiffre tombe à 61% seulement pour les jeunes réfugiés. En secondaire, on passe de 84% d'adolescents scolarisés à 23% pour les réfugiés. Pour ce qui est de l'éducation post-secondaire, la situation est critique. Dans le monde, les inscriptions en post-secondaire se situent à 36%. Pour les réfugiés, en dépit d'améliorations importantes grâce aux investissements dans des bourses et d'autres programmes, le chiffre

« Sur les 17,2 millions de réfugiés qui relèvent de la compétence du HCR, la moitié sont des enfants »

stagne à 1%. Par ailleurs, le HCR note quelques progrès dans les inscriptions en primaire qui « ont augmenté de 50 à 61% » au cours de l'année écoulée, en raison de deux facteurs : l'amélioration des politiques et les investissements dans l'éducation des réfugiés syriens d'une part, et d'autre part « l'arrivée d'enfants réfugiés en Europe où l'éducation est obligatoire ».

« Mais des entraves importantes persistent, principalement parce qu'un réfugié sur trois vit dans des pays à revenu faible, et ces réfugiés-là sont ceux qui sont

le moins susceptibles d'aller à l'école, six fois moins qu'à l'échelle mondiale », ajoute le rapport.

Dans les pays à faible revenu, qui continuent d'accueillir l'essentiel des réfugiés, les taux de scolarisation des réfugiés sont inférieurs à 50% pour le primaire et atteignent 9% seulement dans le secondaire. « Ce niveau catastrophique de scolarisation indique clairement la nécessité d'investir dans ces pays hôtes souvent oubliés », selon Filippo Grandi.

Dans ces conditions, le HCR avertit que la communauté internationale n'atteindra pas ses objectifs de développement durable en 2030, notamment l'objectif 4, « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité », si elle n'agit pas pour inverser ces tendances.

Le rapport exhorte les gouvernements à inclure les réfugiés dans leurs systèmes d'éducation nationaux, car il s'agit de la mesure la plus efficace, la plus équitable et la plus durable, et il souligne certains des efforts significatifs entrepris pour mettre en œuvre une telle politique, même dans des pays où les ressources atteignent déjà leurs limites.

Le HCR rappelle que malgré la Déclaration de New York pour les réfugiés et migrants, signée en septembre 2016 par 193 pays, les réfugiés risquent toujours d'être laissés-pour-compte en matière d'éducation, un an plus tard.

Yvette Reine Nzaba

AFRIQUE

L'entrepreneuriat féminin prend son envol

La Fondation BGFIBank a lancé le 11 septembre, en partenariat avec la Fondation Entrepreneurium, un appel à candidature pour mettre en œuvre son programme d'entrepreneuriat intitulé « Women entrepreneur's business education », dont l'objectif est d'accroître l'essor économique et social des femmes entrepreneures.

Au total, 100 femmes entrepreneurs au Gabon, en Côte d'Ivoire et au Sénégal bénéficieront cette année des formations composées de sessions de cours et d'ateliers axés essentiellement sur la méthodologie « Learn Startup » et les techniques de gestion et de création d'entreprise. Ce programme est entièrement subventionné par la Fondation BGFIBank à hauteur de 44 millions FCFA. Issues de petites et moyennes entreprises, ces entrepreneures prendront part à une série de formations adaptées et pratiques dans les domaines essentiels du marketing et vente, comptabilité et finance d'entreprise, droit des affaires et fiscalité, pilotage et reporting, afin de développer leurs entreprises. La formation offre une approche pratique qui permettra aux participantes d'acquérir de solides connaissances sur chacun des thèmes proposés.

Le programme « Women entrepreneur's business education » se définit comme un véritable parcours formatif dont l'objectif est d'offrir aux femmes entrepreneures les compétences et les outils essentiels pour développer leurs entreprises et favoriser ainsi leur autonomie financière. « A travers ce programme, nous voulons contribuer à l'émergence d'une nouvelle génération de chefs d'entreprises, tout en mettant en lumière des femmes d'action, car nous sommes convaincus que la réussite de l'entrepreneuriat féminin est aujourd'hui un enjeu économique majeur pour l'Afrique », a dit Henri Claude Oyima, président de la Fondation BGFIBank.

Pour ce premier appel à candidature, la Fondation a souhaité favoriser la réussite des femmes qui entreprennent, en les accompagnant dans les phases de démarrage et de développement de leurs activités. Conscient que les femmes jouent un rôle fondamental dans le développement social et économique de leurs communautés, l'enjeu majeur de ce programme est de réduire les discriminations liées au genre dans le milieu professionnel.

Le partenariat conclu entre la Fondation BGFIBank et la Fondation Entrepreneurium pour la mise en œuvre de ce programme, confirme une collaboration ancrée entre les deux organisations qui ont déjà réalisé d'autres projets de renforcement des capacités.

Depuis plusieurs années, le groupe BGFIBank s'est engagé dans une démarche de responsabilité sociétale des entreprises. Cet engagement comporte également une dimension citoyenne qui suppose la prise en compte des besoins de la société civile, en contribuant, entre autres, à lutter contre l'exclusion, les inégalités ou la pauvreté.

Y.R.Nz.

UNICEF

Micaela Marques de Souza, nouvelle représentante

La nouvelle représentante de l'Unicef, a été reçue en audience le 11 septembre à Brazzaville par le ministre des Affaires étrangères et des Congolais de l'étranger, Jean Claude Gakosso.

A l'issue de l'audience, elle s'est réjouie de l'appui du gouvernement. Avec pour priorité le bien-être des enfants, Micaela Marques de Souza entend servir et s'assurer que les droits des enfants au Congo soient respectés. « *La priorité, c'est de s'assurer que les droits des enfants à la santé, l'eau et l'assainissement, la protection, l'éducation soient une réalité* », a-t-elle déclaré. Sur la situation des déplacés du Pool, la nouvelle venue a mis un accent sur la protection des enfants et de leurs familles.

De nationalité mozambicaine, celle qui fut récemment représentante de l'Unicef en Namibie est forte d'une expérience de plus de 20 ans au sein de l'Unicef. De 1991 à 1993, Micaela Marques de Souza a occupé la fonction d'administrateur en charge de l'information et de la communication de l'Unicef, à Bujumbura, au

Burundi. Entre 1993 et 1995, elle a exercé en qualité d'administrateur de projet de l'Unicef éducation sanitaire,

coordonnatrice du programme VIH/sida de l'Unicef au Zimbabwe, jusqu'en 2000. Elle a ensuite été nommée conseil-

bureau de liaison de l'Unicef avec l'Union africaine à Addis-Abeba, en Ethiopie. Face à son engagement, elle occupe,

l'élaboration de la stratégie de plaidoyer et de communication. Forte de cette expérience, elle a été hissée au poste de repré-



La représentante de l'Unicef en tête à tête avec le ministre des Affaires étrangères (Adiac)

à Kampala, en Ouganda où elle fournit un soutien à la conception, au développement et à la mise en œuvre des programmes d'éducation sanitaire.

En décembre 1995, elle a été

lère de l'Unicef pour les questions de VIH/sida à Pretoria, en Afrique du Sud, entre 2000 et 2006. De 2007 à 2009, Mme. de Souza a été conseillère en politique de plaidoyer et de communication auprès du

entre 2009 et 2012, la fonction de chef de la communication de l'Unicef à Harare, au Zimbabwe. En cette qualité, elle fournit l'orientation pour la conception, la planification, l'exécution, le suivi et l'éva-

sentante de l'Unicef en Namibie en 2012, fonction qu'elle a occupé avant de se rendre au Congo en 2017, toujours en qualité de représentante de l'Unicef.

Josiane Mambou Loukoula

DISPARITION

Dernier hommage de la République au médecin-colonel Abel Missontsa

Les corps constitués nationaux, avec à leur tête le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, ont rendu le 13 septembre à Brazzaville, un dernier hommage au psychiatre et neurologue Durand Abel Missontsa, décédé le 3 septembre à Brazzaville, à l'âge de 76 ans.

Ancien ministre de la santé sous le Comité militaire du parti en 1977, le neurologue et psychiatre Missontsa a rendu d'énormes services à la population congolaise en général et notamment aux personnes souffrant des maladies mentales, a dit le général à la retraite Anselme Makoumbou Kouka à qui revenait la charge de lire l'oraison funèbre. Selon l'orateur,

l'illustre disparu paraissait aux yeux de ses malades comme un magicien tant qu'il ratait rarement les traitements qu'il leur prescrivait. Admis à la retraite en 1998, il continuait à apporter les soins aux malades mentaux à sa clinique privée de Brazzaville.

En outre, Anselme Makoumbou Kouka a salué l'esprit humaniste d'Abel Missontsa qui, selon lui, plaçait la personne humaine au-dessus de l'argent. « *Il lui arrivait de soigner des malades sans demander un seul sou. Un jour, m'avait-il dit, il a soigné gratuitement une patiente qui demande en plus que le docteur Missontsa lui paie le transport. Le médecin a mis la main dans la poche et lui*



a donné de l'argent », a-t-il indiqué.

Selon Makoumbou, Durand Abel Missontsa a occupé plusieurs postes dans l'administration pu-

blique congolaise. Fort de son doctorat d'Etat en médecine et hygiène tropicale, il a dispensé, pendant beaucoup d'années, les cours à l'Université Ma-

Une vue du cercueil (Adiac) rien-Ngouabi, notamment à la faculté des sciences de la santé. L'illustre disparu laisse une veuve et plusieurs enfants.

Roger Ngombé



BUROTOP IRIS

TELEFUNKEN

Le Géant allemand des téléviseurs



LED 32" HD: 159 000 Fcfa

LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa

LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa

LED 55" FULL HD SMART: 549 000 Fcfa

LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa

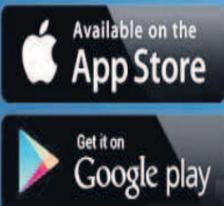
4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

STUDIO EM



Lisez votre journal du jour
les dépêches de Brazzaville

En un clic!



Télécharger **GRATUITEMENT** l'application Congo-info
ANNUAIRE NATIONAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO



airtel

LE RESEAU DES SMARTPHONES

MULTIPLIE TON CRÉDIT AVEC BONUS MOPAO

Gagne jusqu'à **150% de bonus**
sur tes appels vers tous les réseaux

Compose ***121*1*2#**

AG Partners



EDUCATION

Le lycée de la Révolution ouvre ses portes en octobre prochain

Endommagé par les explosions du 4 mars 2012, le lycée de la Révolution va rouvrir ses portes le 2 octobre prochain. Situé à Ouenzé dans le 5^e arrondissement de Brazzaville, cet établissement scolaire a été réhabilité par les pouvoirs publics.

Il comportera en son sein le collège Gampo Olilou pour une capacité d'accueil d'environ 10.000 élèves (vagues A et B). On y trouve également un amphithéâtre de 354 places, une salle de lecture, un centre médico-social, 12 logements pour les administrateurs, un gymnase.

Le ministre de l'Aménagement du territoire et des grands travaux, Jean Jacques Bouya qui a visité cet établissement le 13 septembre, a déclaré : « Les travaux sont achevés, on est en phase d'équipement final. Seulement, on a quelques soucis de transport du reste



des équipements au niveau du port de Pointe-Noire pour

équiper toutes les salles. Car, sur 175 classes, à peine 26

sont équipées ». Selon lui, tout sera mis au point

avant la prochaine rentrée scolaire. Au niveau pédagogique, le ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, Collinet Makosso a assuré qu'un travail était en train de se faire pour l'inscription des élèves. « Nous veillons à ce que soient affectées à ces installations un personnel de qualité, compétent ayant des programmes de qualité qui pourront servir d'expertise dans d'autres établissements », a-t-il renchéri. Le lycée de la Révolution rénové est un référentiel pour le gouvernement qui entend améliorer les conditions d'apprentissage en résolvant le problème des effectifs pléthoriques dans les salles de classes. L'année scolaire passée, dans les lycées Thomas Sankara et à AA. Neto par exemple, l'on comptait entre 200 à 300 élèves par salle.

Lopelle Mboussa Gassia

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE




UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à robot
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers



Chemises à robot
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

Chemises à robot
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adlac-congo.com

MÉDIAS

La GAS-RB célèbre ses 12 ans d'existence

La Génération des acteurs solidaires de Radio Brazzaville (GAS-RB), créée en septembre 2005, a soufflé le 10 septembre ses douze bougies. La cérémonie s'est déroulée au siège de la mutuelle à Talangaï, dans le 6^e arrondissement.

Ibovi, désigné comme « père géniteur » de Radio Brazzaville; Jean Pascal Mongo Slyhm, ancien directeur de cette Radio et bien d'autres invités. L'occasion était toute indiquée pour le président de la GAS-RB, Sylvain Elenga, de rappeler l'impact positif de cette mutuelle. « Depuis 2005, la solidarité a été mise à rude épreuve avec un peu plus de cent cas sociaux enregistrés,

Elle apporte également son soutien aux acteurs retraités et aux familles des acteurs disparus.

Après avoir rappelé les principes qui fondent cette mutuelle, à savoir l'amour, la solidarité et les actions, et énuméré certains articles du règlement intérieur, basés entre autres, sur la solidarité, Sylvain Elenga a appelé ses membres à une prise en compte des actes d'entraide. « Je vous invite donc, à considérer aussi la solidarité comme une valeur sociale, une démarche humaniste qui fait prendre conscience que tous, nous appartenons à la même communauté d'intérêt. Il y en a qui, pour une raison ou une autre, ont déjà refusé de tendre la main en guise de solidarité. Mais, ils n'hésiteront pas, toujours, à tendre la leur pour recevoir », a-t-il ajouté.

Comme toute organisation, l'AGS-RB souhaite compter un plus grand nombre d'adhérents dans ses rangs. De 35 membres en 2005 à 100 aujourd'hui, le bureau exécutif de cette mutuelle entend intensifier la campagne d'adhésion dans le but d'atteindre au moins 200 adhérents dans les dix prochaines années.

Désy Mbakou (Stagiaire)



Les membres du bureau de la mutuelle (crédit photo DR)

Ce 12^e anniversaire a été célébré dans une ambiance festive. Présents à cette cérémonie, « les pères fondateurs » de cette station de proximité de Radio Congo. Il s'agit notamment de: l'ancien ministre de la Communication, François

ils ont tous été traités selon les dispositions du règlement intérieur », a-t-il rappelé. Ayant pour objectif l'entraide entre ses membres, la GAS-RB œuvre dans l'assistance des mutualistes dans les moments de joie et de malheur.

ENVIRONNEMENT

L'ONG MEEEC appelle à la lutte contre les érosions à Brazzaville

Le président du Mouvement écologiste et écologique pour l'émergence du Congo (MEEEC) Rodrigue Koumou a alerté le 10 septembre à Brazzaville, les pouvoirs publics sur les mesures à prendre pour lutter contre les glissements de terrains pendant la saison de pluies. « Il s'agit notamment du problème des glissements des terrains et des érosions ; l'assainissement et de l'hygiène dans les marchés de la ville capitale ; l'implantation des arbustes dans les zones à risque d'érosion dans les arrondissements 7 Mfilou, 9 Djiri et 6 Talangaï », a-t-il dit, s'adressant au gouvernement.



Rodrigue Koumou (Adiac)

Le président du MEEEC a en outre épinglé quelques ouvrages qui selon lui méritent d'être réhabilités avant la saison de pluies. Il s'agit

notamment, d'une partie du mur de clôture du lycée Thomas Sankara (Talangaï), du collecteur d'eau sur la voie en dalles menant vers le lycée Scientifique à Massengo (Djiri), des menaces environnementales au quartier Jacques Opangault (Djiri) et à Mfilou.

« Ces menaces varient en fonction de l'échelle spatio-temporelle, ainsi que l'importance des conséquences et nécessitent de ce fait, des réponses adaptées, surtout que nous sommes à l'orée de la période des pluies », a souligné Rodrigue Koumou.

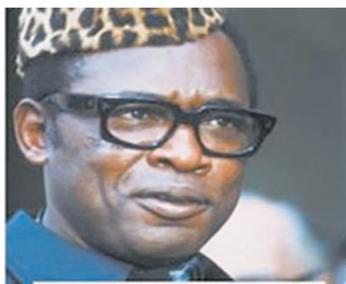
Guillaume Ondzé

PARUTION

« Mobutu » de Jean-Pierre Langellier

L'histoire de l'Afrique se dote la première grande biographie du maréchal Mobutu Sese Seko signée par le célèbre journaliste du quotidien Le Monde, Jean-Pierre Langellier

Septembre 1997- Septembre 2017 : 20 ans déjà que Joseph-Désiré Mobutu né vers le 14 octobre 1930 à Lisala au Congo belge, devenu Président-Maréchal Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga, est mort d'un



Jean-Pierre Langellier
Mobutu

PERRIN biographies

cancer le 7 septembre 1997 à Rabat au Maroc. Avec lui, ce sont des zones d'ombre emportées outre-tombe. A l'histoire de son pays et de l'Afrique, il a apporté une singularité qu'on appelle « l'authenticité africaine ». Il aura été le rempart contre le communisme. Dans Mobutu, livre paru en début d'année aux éditions Perrin, Jean-Pierre Langellier exhume le parcours complexe du père fondateur de «

l'authenticité à l'africaine ». L'auteur revient sur les grandes lignes de l'histoire de Mobutu depuis l'enfance, la vie politique et la fin de règne d'un pouvoir sans partage entre 1965 et 1997 du Congo devenu Zaïre, nom attribué également, à la fois, au fleuve et à la monnaie.

Mobutu, c'est le décryptage de la vie d'un jeune journaliste de la presse coloniale du Congo Belge, devenu militaire autodidacte. L'auteur, invité dans une des radios françaises de l'information, a confié que : « Mobutu Sese Seko, c'est 32 ans de règne absolu. Un petit gamin né dans le nord du Congo colonial, un bâtard qui ne connaît pas son père, qui est rebelle et qui est très intelligent. »

Cette biographie vivante accorde à Mobutu le mérite d'avoir eu la force d'unifier un pays divisé entre 400 ethnies. Et pourtant, l'auteur explique que c'est aussi « un homme qui a gouverné par la violence, il a fait tuer beaucoup de gens, et par l'argent », et rappelle que, « après avoir été un allié absolu de l'Occident » pendant la Guerre Froide, « il est devenu une sorte d'obstacle. »

Un ouvrage indispensable à la compréhension de l'histoire subsaharienne.

Journaliste spécialiste des questions internationales, Jean-Pierre Langellier a travaillé pendant trente-cinq ans au Monde, dont une moitié comme correspondant à l'étranger. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont Les Héros de l'an mil et le Dictionnaire Victor Hugo.

Marie Alfred Ngoma

Présentation et dédicace du livre « La sape au Congo Brazzaville » le 15 septembre

Préfacé par l'ancien ministre de la Culture et des arts, Léonidas Carrel Mottom Mamoni, le livre « La sape au Congo-Brazzaville » de Joseph Itoua et Ghislain Amédée Moussoungou, imprimé aux éditions Les Lettres Mouchetées, sera présenté le vendredi à 11h dans la grande salle des conférences de l'hôtel Africa sur l'avenue de la paix à Poto-Poto dans le troisième arrondissement de Brazzaville

Ce livre de portée historique, sociologique, anthropologique, philosophique et économique, se veut être une documentation de la sape, élément du patrimoine culturel immatériel du Congo, prélude à son inscription sur la liste représentative du Congo puis au patrimoine mondial de l'humanité.

Constitué de 66 pages, le livre La sape au Congo-Brazzaville compte six (6) chapitres à savoir : Généralités sur la sape (P.15) ; Sape et civilisation (P.25) ; La sape, une institution culturelle (P.43) ; Sape et genre féminin (P.45) ; La sape, un phénomène planétaire (P.53) ; Sape et pouvoirs publics (P.57).

En effet, dans le souci de garder intacte son identité, chaque peuple dispose de certains symboles, témoins de son histoire, qu'il conserve pour la postérité. Dans cette même optique, tout Etat responsable souhaite conserver les éléments qui peuvent

témoigner de son passé et de son mode de vie pour les faire découvrir aux générations présentes et postérieures, ainsi qu'aux étrangers qui séjournent sur son territoire. C'est dans cette vision que par décret n° 2010-44 du 28 janvier 2010, il a été créé au sein du ministère de la Culture et des arts, une direction générale du patrimoine et des archives. Dans l'avant-propos de cet ouvrage, le créateur italien Gian Marco Messori, dit : « La sape est une forme de culture unique en son genre. Je découvre un livre sur les sapeurs pour la première fois chez un client angolais. Ma curiosité a été très forte. Je devais aller à Brazzaville pour mieux comprendre ce phénomène. J'ai rencontré des sapeurs hommes et femmes en octobre 2016 en organisant un défilé, aux côtes de Bélanda Ayessa, pour la célébration du dixième anniversaire du Mémorial Pierre Savorgnan-de-Brazza. Moments inoubliables dans la vie d'un couturier. »

Notons que Joseph Itoua, auteur de cet ouvrage, est maître de confé-



Les sapeurs dames (DR)

rences Cames d'histoire à l'Ecole normale supérieure de l'Université Marien-Ngouabi (ENS-UMNG). Il est également directeur général du Patrimoine et des archives au ministère de la Culture et des arts. Et Ghislain Amédée Moussoungou, co-auteur dudit livre, est directeur des fouilles archéologiques à la direction générale du patrimoine du ministère précité.

Bruno Okokana et Hugue Lovie Mikanou Nsimba

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES **PENTURES**
CÉRAMIQUES **MUSIQUE**

Musée du Bassin du Congo
palais du CONGO

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS
de la Tradition à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
Immeuble les manguiers - Mpoila
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

MUSIQUE

Les six finalistes des scènes tremplin livrent un spectacle ce jeudi à l'Ifc

Tany Scott, Kizis, Juvhet Otatum, Kronkret-Crew Sounga Bouga et Zeph sont respectivement finalistes en musiques urbaines, danses urbaines et slam du concours Scènes tremplin qui a été organisé du 18 au 19 juillet dernier à l'Institut français du Congo (Ifc). Ces derniers sont invités à se produire ce 14 septembre lors de la soirée dédiée aux cultures urbaines à l'Ifc.

Ces finalistes avaient participé aux musiques urbaines, au slam et aux danses urbaines, au cours desquels plus d'une trentaine d'artistes et groupes, tous talentueux, avaient démontré leur savoir-faire devant un public enthousiasmé et les membres du jury qui d'ailleurs avaient du mal à les départager. Au



finish, six artistes ont été retenus.

Les scènes tremplin sont ou-

vertes aux artistes ou groupes qui font du rap, hip hop, slam et les danses urbaines en vue de leur permettre de s'exprimer et de recevoir un accompagnement artistique et technique. Elles ont pour objectif de donner de la visibilité à des musiciens amateurs et de leur offrir l'opportunité de jouer devant un public des passionnés.

Ces scènes se déroulent après la fête de musique célébrée chaque 21 juin. Elles ont été initiées par l'ancienne directrice déléguée à l'Ifc, Elodie Chabert.

Signalons que l'entrée à ce spectacle est libre.

Rosalie Bindika

FOOTBALL

Le week-end des Diablos rouges et des Congolais de la diaspora en France (CFA)

National 2 (ex CFA), 5^e journée

Groupe A

Première défaite de la saison pour Bergerac, défaite à domicile par Hyères (0-1). Remplaçant, Damien Mayenga est entré à la 64e.

Sans Hugo Konongo mais avec Archi Fataki titulaire, Paulhan-Pézenas s'incline à domicile face à Mont-de-Marsan (0-2).

Christian Madédé est resté sur le banc des remplaçants lors de la victoire de la réserve de l'Olympique de Marseille face à Fréjus (2-0).

Davy Ngoma n'a pas joué lors d de Tarbes face à Marignane (1-2).

Jordi Mboula était titulaire lors de la défaite de la réserve de Monaco face à Martignes (0-1).

Groupe B

Jean-Bryan Boukaka était titulaire lors du la défaite de Saint-Priest chez la réserve de Lyon (0-1). Allan Dzabana n'était pas dans le groupe lyonnais.

Groupe C

Yves Owomat était de retour dans la défense centrale de Beauvais, auteur du nul vierge à Croix.

Viry-Châtillon bat Croix (2-0) avec Dalnath Miatoudila titulaire.

Dolan Bahamboula était titulaire lors du match nul de Sainte-Geneviève-des-Bois face à Fleury (1-1). Remplaçant, Phytoclès Bazolo a pris la place du jumeau de Dylan à la 72e.

Sans Brunallergene Etou, absent, Drancy l'emporte à Lens (2-1).

Groupe D

Bevic Moussiti Oko, titulaire, et Le Havre font match nul face à Saint-Malo (1-1). Blessé, Bryan Passi était absent.

Juvrel Loumingou, titulaire en défense centrale, sont tenus en échec par Mantes (2-2).

Camille Delourme

LIBRAIRIE LES MANGUIERS



Un **Espace de Vente**
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.












Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-77h)
Samedi (9h-13h)



AVIS

Une Start - up (PME) délocalisée de France pour implantation au Congo Brazzaville, spécialisée dans le développement des logiciels de gestion en réseau : vente de logiciels, installation, paramétrage, formation et service après-vente aux entreprises et administrations, recherche des partenaires ou des associés pour une participation financière au projet.

Contact : Théodore MIALOUNGUILA

Concepteur et chef de projets logiciels de gestion.

Tél : 05 616 62 60

E-mail : contact.comptaexpert@gmail.com

Société WORLD LEADER SOLUTION
créée en 48h votre entreprise : SA, SARL,
SAS etc... RCCM en 24h SCIEN et SCIET
EN 48H, NIU en une semaine.

Tel : 06 562 15 15

Vend à Ngoyo ferme de 2023m² avec
TF. Forage, base vie.
Box pour 600 porcs.
Poulailler pour 12 000 volailles.
Tel : 014031960



LE COURRIER DE KINSHASA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN! RECRUTEMENT



Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES rejoignez notre équipe marketing



+243.856.43.6723

immeuble ex FORESCOM, 1er niveau
Avenue des Douanes n°4
Kinshasa, Gombe - RDC

COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Un réseau frauduleux d'appels téléphoniques démantelé à Brazzaville

Un réseau véreux d'opérateurs d'appels téléphoniques a été démantelé lundi à Brazzaville par les services de l'Agence de régulation des postes et télécommunications (Arpce) en collaboration avec la Gendarmerie nationale. Les présumés auteurs ont été appréhendés la main dans le sac avec d'importants lots de cartes prépayées et Sim des trois opérateurs de la téléphonie mobile.

Ils opéraient grâce à un réseau bien organisé, mais dans le collimateur de l'Arpce déterminé à assurer un meilleur écosystème. Lundi, l'opération a mis aux arrêts trois complices avec en leur possession 800 cartes de recharges et près de 200 cartes sim de MTN, Airtel et Azur. Les estimations de perte chez les opérateurs s'élèvent à des centaines de millions de FCFA, selon le régulateur. « À l'heure de l'optimisation des recettes fiscales dans le pays, il est inconcevable que de tels réseaux se développent sur le marché. Les opérateurs doivent encaisser des recettes

pour ensuite reverser les taxes et impôts à l'Etat. Nous constatons malheureusement qu'il y a des personnes de mauvaise foi qui installent ces réseaux frauduleux faisant ainsi perdre des centaines de millions de francs aux opérateurs et à l'Etat qui ne peuvent pas, dans ce cas, percevoir les taxes qui leur reviennent », a souligné Yves Castanou, directeur général de l'Arpce.

Si les revendeurs de cartes prépayées et de sim sont dans le pointeur, le réseau bénéficierait sans doute d'une main noire des collaborateurs d'opérateurs du mobile. Un autre angle du



Un pilonne de télécommunications

sujet, certainement déjà dans les enquêtes chez les opérateurs et le régulateur. Yves Castanou a tenu à préciser que revendre ces cartes sans, au préalable, identifier les acheteurs « est une infraction à la loi pénale ». L'opération de démantèlement, qui n'est pas une première, s'inscrit dans le cadre des missions de l'Arpce. Elles consistent à veiller quotidiennement à la qualité des réseaux. Une mission que le régulateur mène scrupuleusement, en témoigne la dizaine des réseaux frauduleux défaits à ce jour.

Selon l'Arpce, « ses services habilités sont dotés, depuis quelques années, des équipements performants qui lui permettent de tracer et de traquer, en temps réel, tout réseau installé illicitement en quelque lieu que ce soit sur le territoire national ».

Quentin Loubou

DRÉPANOCYTOSE

Un problème majeur de santé publique

Organisée souvent en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique, la Journée de recherche clinique sur la drépanocytose qui s'est déroulée dans la capitale congolaise le 12 septembre a permis de faire le point sur les progrès dans le cadre du diagnostic et la prise en charge de cette anémie falciforme

Les participants qui se sont réunis au Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville ont, en effet, suivi plusieurs communications liées à cette pandémie. Il s'agit,

entre autres, de la présentation d'un documentaire sur la lutte contre la drépanocytose à Pointe-Noire ; du profil clinique et métabolique du patient drépanocytaire au CHU de Brazzaville. Membre du Réseau mondial de recherche clinique sur la drépanocytose, le Pr Léon Tshilolo de la République démocratique du Congo (RDC) a exposé sur le profil clinique et hématimétrique de l'enfant drépanocytaire à Kinshasa.

Le Pr Marianne de Montalbert de l'hôpital Necker-Enfants malades a, quant à elle,

parlé de la vasculopathie cérébrale, diagnostic et prise en charge ; hydroxyurée et drépanocytose indications, progrès, résultats. Les autres exposés ont porté sur « Grossesse et drépanocytose : bilan et prise en charge dans le service hématologie et au Centre national de référence de la drépanocytose » ; « complications aiguës de l'enfant drépanocytaire homozygote en pédiatrie au CHU de Brazzaville ».

Abordant la situation de la maladie au Congo, le directeur général du Centre national de référence de la drépano-

cytose, le Pr Alexis Elira Dokekias, a indiqué que beaucoup reste encore à faire. Selon lui, ce centre n'a pas actuellement la prévention de prendre en charge la drépanocytose sur toute l'étendue du territoire national. D'où la nécessité de faire en sorte que la drépanocytose soit prise en charge au même titre que le diabète et l'hypertension depuis le poste de santé jusqu'aux hôpitaux de référence. Une vision qui ne pourra être concrétisée qu'à travers la formation et l'information. « Il s'agit de mettre à niveau nos infirmiers, nos médecins, leur permettre d'avoir du matériel pour qu'ils puissent dépister, assurer le suivi ; écrire les normes de prises en charge pour que les collègues qui sont dans les départements assurent la prise en charge dans les conditions optimales, qu'ils soient proches des nôtres », a expliqué le membre du Réseau mondial de recherche clinique sur la drépanocytose, précisant que le plan d'actions permettra de faire que, dans un délai de 3 ans, tous les centres de santé et les hôpitaux de référence puissent assurer les prestations.

S'agissant des progrès réalisés ces dernières années au Congo, Alexis Elira Dokekias pense que des avancées significatives ont été enregistrées surtout chez les adultes. Car, il y a 25 ans, où on mystifiait la maladie et à cette période, trois à deux enfants sur cinq

décédaient avant l'âge de cinq ans. « Je crois qu'il y a eu des progrès, grâce à la formation à la faculté où les spécialistes sont formés en pédiatrie et maintenant en hématologie qui se focalise sur cette action et sur les bonnes pratiques. Il y a de nouvelles molécules que nous utilisons depuis 1994, notamment la hydroxyurée », a-t-il poursuivi.

L'espoir est permis

D'après Alexis Elira Dokekias, l'espoir est permis dans les cinq prochaines années. Mais la solution durable se trouve dans la couverture sanitaire universelle. « Lorsque quelqu'un aura une couverture maladie, grâce au principe de solidarité où ceux qui sont un peu plus riches donnent, ceux qui sont un peu plus pauvres donnent ou ne donnent pas et l'Etat apporte l'assiette qu'il faut. Le processus arrivera un jour chez nous puisque même si nous sommes actuellement en difficulté conjoncturelle, c'est un processus qui est inscrit et que pour les ODD d'ici 2030, c'est inévitable », a rassuré le Pr Alexis Elira Dokekias.

Le directeur du cabinet de la ministre de la Santé et de la population, Florent Balandamio, qui a présidé la cérémonie d'ouverture, a reconnu que plusieurs défis restaient encore à relever pour la drépanocytose qui est la première maladie génétique dans le monde.

Parfait Wilfried Douniama



Les participants / crédit photo DR

RENTREÉ DES CLASSES

Les fournitures scolaires vendues cher

À deux semaines de la reprise des cours des classes, les fournitures scolaires foisonnent dans de nombreux marchés de la capitale économique avec des prix qui ont connu une nette augmentation.

Du marché Fond Tié-Tié sur la grande avenue qui mène vers le quartier Mvougou au marché du site de l'ancienne Foire en passant par les marchés Tié-Tié massola, Grand marché et Kouinkou, des fournitures sont exposées ici et là, notamment des lots de cahiers, de livres, de cartables, de sacs, de crayons, de stylos à billes, etc. Mais à la grande surprise des parents qui se lancent déjà dans la préparation de la rentrée des classes 2017-2018, ces fournitures scolaires sont devenues plus coûteuses que des années précédentes. « Ces vendeurs ne tiennent même pas compte de la crise qui frappe le pays. Comment comprendre que le livre horizon d'Afrique niveau 6e que l'on pouvait acheter l'an dernier à 7000 F CFA voire 6500 FCFA se vend maintenant à 10000 FCFA voire 12.000 FCFA. Et le lot de quatre cahiers de 192 pages que l'on achetait 2000 FCFA se vend maintenant à 4000 FCFA. Même chose pour le prix d'une ardoise qui passé de 700 FCFA à 1000 FCFA », s'est plaint un parent rencontré au marché de la Foire.

Ces prix varient d'un vendeur à l'autre et laissent perplexes de nombreux parents surtout ceux-là qui ont reçu des élèves vacanciers à qui il faudrait à la fois préparer leur rentrée et



Fournitures scolaires en vente

s'occuper de leur retour. Et certains vendeurs abordés disent que ces cahiers sont vendus cher depuis chez les grossistes. Ils ne sont que les détaillants et ils ont de dérisoires bénéfices. D'autres commerçants, par contre, disent clairement qu'ils ne peuvent pas tenir compte de

la crise. Car ces lots de cahiers et livres qu'ils vendent maintenant ont été achetés cher depuis l'année dernière. C'est parce que la rentrée pointe à l'horizon qu'ils les sortent. « Et si cela est le cas, pourquoi les services du département du commerce n'interviennent-ils pas pour

fixer des prix standards à la veille des rentrées des classes ? Ce vide pousse ces vendeurs à faire de la surenchère sans être inquiétés », déclarait un parent très ahuri, père de quatre enfants qui se voyait dans l'incapacité de terminer avec l'achat de toutes ces fournitures avant

la date du 2 octobre. Notons que telles que les choses se présentent, les parents d'élèves ont du pain sur la planche. Car les vendeurs qui augmentent à leur gré des prix des fournitures scolaires ne tiennent même pas compte de la crise actuelle.

Faustin Akono

FORMATION

Organisation d'un séminaire sur le droit des affaires dans la ville côtière

Le cercle gestion et développement ainsi que le cabinet JPI organiseront, du 16 au 19 octobre, à l'amphithéâtre de Sueco situé au centre ville de la ville océane ce séminaire avec l'appui de l'Unida, qui portera sur « Les nouvelles dispositions du système comptable Ohada révisé ».

Ce séminaire abordera les changements majeurs opérés dans le nouvel acte uniforme Ohada relatif au droit comptable et à l'information financière. L'objectif visé est de donner aux participants les rudiments nécessaires pouvant leur permettre de bien maîtriser l'architecture de ce nouveau référentiel comptable. En effet, ce nouveau référentiel comptable va entrer en vigueur dès le 1er janvier 2018 pour les comptes personnels et sociaux des entités et le 1er

janvier 2019 pour les comptes consolidés et les comptes combinés. Les travaux de ce séminaire dureront quatre jours. Ils donneront ainsi aux organisateurs l'opportunité d'illustrer les différences de traitements comptables qu'impose ce nouveau référentiel, avec des exemples, des applications et des cas pratiques. Il s'agira aussi, à partir des exercices d'application, d'indiquer aux participants le comportement comptable à avoir aussi bien en termes d'organisation que d'écritures comptables, afin de réussir en toute sérénité le passage au nouveau référentiel.

Aux termes de cette formation, les participants seront à mesure d'effectuer avec succès la première application du nouvel acte uniforme qui consiste à basculer de

l'ancien référentiel au nouveau référentiel révisé pour les entités créées avant la réforme, d'enregistrer avec aisance toutes les opérations courantes et spécifiques conformément à la nouvelle réglementation comptable et enfin de préparer et présenter les états financiers selon le système comptable Ohada (Syscohada) révisé. Sont attendus à ce séminaire les dirigeants d'entités, les directeurs généraux, les responsables administratifs, les financiers et comptables, les gestionnaires, les experts comptables, les auditeurs et contrôleurs de gestion, les fiscalistes, les banquiers, les cadres des régies financières, les enseignants et toute personne intéressée. Cette formation sera scindée en trois parties. Sur la première partie, il y aura la pré-

sentation générale de l'acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière et du Syscohada, les comptes personnels des entités (personnes physiques et personnes morales) ainsi que les comptes consolidés et combinés. La deuxième partie abordera les changements majeurs opérés par le Syscohada révisé, le plan comptable général Ohada, le cadre conceptuel, la structure, le contenu et le fonctionnement des comptes, les opérations et problèmes spécifiques, la présentation des états financiers annuels du système normal, la présentation des états financiers annuels du système minimal de trésorerie, le dispositif comptable relatif aux comptes consolidés et combinés, les comptes

combinés. Enfin, la troisième partie fera état des cas pratiques sur les comptes personnels des entités. Un mix de méthodes andragogiques sera également privilégié, en alternant les présentations magistrales, les discussions dirigées, les illustrations et les cas pratiques. Notons qu'au cours de ce séminaire, chaque participant recevra, pour toute fin utile, un kit complet composé de supports physiques et électroniques composé d'un exemplaire du numéro spécial du journal officiel portant acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière et Syscohada, un guide d'application du Syscohada révisé, un guide d'application des normes IFRS et un code vert Ohada.

Hugues Prosper Mabonzo

MINISTÈRE DES SPORTS

Hugues Ngouélondélé donne les orientations d'urgence

Le ministre des Sports et de l'éducation physique a dévoilé aux cadres de son département un programme d'activités en 18 points, qui doit être mis en œuvre, avec efficacité, dans les 100 prochains jours.

« Chaque cadre, selon son domaine, doit participer à la mise en œuvre de ce plan d'activités de 100 jours. Nous devons nous engager avec détermination », a déclaré Hugues Ngouélondélé, ministre des Sports et de l'éducation physique lors de rencontre de prise de contact, le 13 septembre à Brazzaville, avec l'ensemble des techniciens sous tutelle. La préparation de la Coupe d'Afrique des Nations de handball seniors hommes dénommée "Challenge Denis-Sassou-Nguesso", qui se disputera en novembre 2017 au Gabon figure parmi les 18 points dont fait allusion le ministre des Sports. Tout comme la phase finale du Championnat d'Afrique de football (Chan) Kenya 2018, auquel les Diables rouges se sont qualifiés après avoir éliminé la République Démocratique du Congo tenante du titre. Il est par ailleurs prévu le suivi pour la prise en compte de l'avant-projet du budget exer-



Le ministre des Sports s'adressant aux cadres de son département (Adiac)

cice 2018, le déploiement du personnel enseignant de l'éducation physique et sportive sur toute l'étendue du territoire national. Les stades de Sibiti (Lékoumou), de Ouesso (Sangha), de Djamabala (Plateaux), d'Ewo (Cuvette-Ouest) et de Madingou (Bouenza) construits suivant le rythme de la municipalisation accélérée seront homologués. Les trois projets de textes relatifs à la politique nationale de développement du sport seront également suivis. Les orientations de Hugues Ngouélondélé évoquent aussi l'ouverture de la saison sportive scolaire dans les chefs-lieux de départements, communes et chefs-lieux de districts par des

cross. La supervision et l'organisation des jeux sectoriels de l'Office national du sport scolaire et universitaire (Onssu) également. Une rentrée scolaire solennelle du Centre national de formation de football est aussi prévue.

La décision de la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie (Confejes) relative à l'harmonisation de ses actions au niveau national sera mise en œuvre. Le ministère des Sports sollicitera l'inter-ministériel sur la gestion des gymnases Maxime-Matsima (Makélékélé), Etienne-Monga (Ouenzé) Michel-D'Ornano avec les ministères de l'Enseignement supérieur, Primaire secondaire et de l'alphabétisation, ainsi que celui de la Dé-

fense nationale. Le processus de restructuration de la région 3 de l'Union africaine conformément à la nouvelle architecture du sport en Afrique sera mise en œuvre avec le concours de son secrétariat permanent.

Le Taekwondo sera relancé

Lors du renouvellement des instances dirigeantes des Fédérations sportives nationales (fin 2016), celles de Taekwondo ne l'ont pas été à cause des échauffourées entre les partisans des candidats. Depuis, la discipline ne vit plus. Pour la faire renaître de ses cendres, Hugues Ngouélondélé a inscrit, dans ce programme de 100 jours, l'organisation de l'assemblée générale élective de ladite fédé-

ration ainsi que celle du Comité national paralympique.

Pas de chasse aux sorcières

Le ministre des Sports et de l'éducation, qui a officiellement pris ses fonctions le mardi 29 août passé, a rassuré l'ensemble des cadres et agents tout en attirant leur attention sur la compétence. « Je ne pratiquerai jamais la chasse aux sorcières, chaque cadre ou agents aura l'opportunité dans sa prestation de se qualifier ou de se disqualifier. Seule la recherche de l'efficacité par le travail et la compétence guidera mon action », a déclaré Hugues Ngouélondélé. Le décompte est lancé, l'évaluation se fera dans 100 jours.

Rominique Nerplat Makaya

PARUTION

Marc Mboma publie «Un cœur à la pêche»

Le premier recueil de nouvelles de Marc Mboma est publié aux éditions Les Lettres Mouchetées que dirige madame Muriel Traodec à Pointe-Noire en République du Congo. Il compte 83 pages et sera bientôt disponible chez les libraires

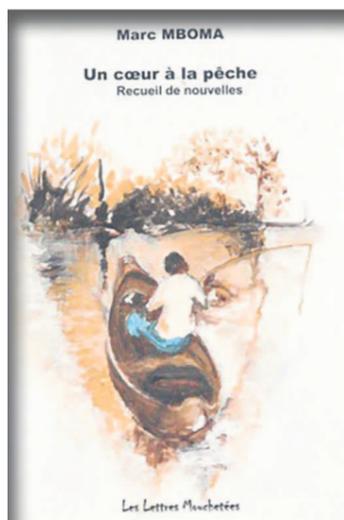
Le livre de Marc Mboma est constitué de cinq nouvelles plus les notes d'illustrations. Il s'agit de : Mon bébé a un prix (P.9) ; Un cœur à la pêche (P. 21) ; Moazis pour le meilleur (P. 39) ; Destin caché (P.53) ; et Feu de paille (P.65) ; Notes sur les illustrations (P.77). L'auteur explore la société congolaise dans ses recoins et traite les différents thèmes étroitement liés à la morale avec un humour teinté de cynisme : l'obéissance, la hiérarchie au sein du couple, la filiation, le savoir et l'amour...

De Looze, dans son préface, fait savoir que la parution de ce livre est le fruit de plusieurs rencontres fortuites et heureuses. Avec l'auteur d'abord, qui gardait ses manuscrits, soigneusement calligraphiés sur du papier ligné. Ensuite, avec Yvon Bourges Dasso, l'artiste qui compose ses tableaux avec des ailes de papillons venant de la Centrafrique, qu'il découvrit lors d'une bataille dans le centre de Brazzaville. Avant de souhaiter bonne lecture, à tous

ceux qui auront l'opportunité de trouver la morale des histoires relatées dans cet ouvrage.

Critiquant l'ouvrage de Marc Mboma, la journaliste Aïcha Chapelard pense que dans cette œuvre littéraire très intéressante, à cheval entre le conte de tradition orale et la nouvelle, on y retrouve les thèmes étroitement liés à la morale, ces valeurs auxquelles la société traditionnelle semble attacher beaucoup d'importance. Ces contes peuvent être lus comme des instantanés de civilisation, un outil « pédagogique » pour mieux comprendre le monde africain, sa vision de l'univers, de Dieu, de l'homme, des êtres et des choses, ses tabous. Cependant, ces fables modernes présentent, pour certaines, une dimension narrative qui flirte avec la dérision (Un cœur à la pêche, Destin caché...) et parfois avec un cynisme glacial comme dans Mon bébé a un prix ou Moazis pour le meilleur, où les femmes ne sont pas vues sous leur meilleur jour et passent du statut de victimes à celui de « tortionnaires ».

Quant au choix du titre, Un cœur à la pêche, Marc Mboma pense qu'en tant qu'humain les hommes sont obligés de vivre ensemble. Pourtant cette cohabitation est souvent source de conflits. « Ces contradictions viennent du cœur. Il m'est donc



arrivé de penser que ce même cœur doit aller à la réparation, repêcher l'autre que l'on a offensé. Par cet ouvrage, j'ai voulu mettre en valeur la qualité qui est en nous mais que nous négligeons. Offrir son amour, l'amour du prochain. Je voudrais dire à l'humanité qu'une fois que l'on perd les repères de l'amour sous toutes les formes, le pardon devient alors le seul moyen de revenir à la raison, de regagner sa paix intérieure et même avec son prochain. »

Notons que la note sur les illustrations, les aquarelles de la couverture et de certaines pages sont de Jean de Looze, alors que les autres illustrations sont des ta-



bleaux de monsieur Yvon Bourges Dasso, formés d'ailes de papillons provenant de la Centrafrique.

Il y a aussi un aspect non moins négligeable, c'est le volet touristique de ce livre. Dans Un cœur à la pêche, l'illustrateur indique les endroits touristiques du pays auxquels le lecteur devrait visiter. Il s'agit entre autres de l'île Faïgnond ou encore de l'église catholique de Linzolo,..., ainsi

que les scènes représentant la vie au village mises en valeur par les ailes de papillons.

Qui est Marc Mboma ?

Né à Brazzaville le 7 juin 1968, Marc Mboma est passionné de la lecture et du livre. Il travaille actuellement dans l'hôtellerie. Sa connaissance d'un milieu social congolais lui sert d'atout pour écrire.

Bruno Okokana